

International, Syrie

Trois Français emmenés enfants en Syrie djihadiste veulent contraindre l'État à les rapatrier

Les demandes de rapatriement de Youssef Boudouaia, Adem Clain et Amza Benabed, âgés de 22 à 23 ans, avaient été rejetées en 2024. Le Quai d'Orsay évoquait alors « la situation sur place, particulièrement complexe et dangereuse ».



En septembre 2025, la France avait rapatrié dix enfants et trois femmes de Syrie. (Illustration) AFP/Elil Souleiman

L'État bientôt sommé de revoir sa copie ? Trois jeunes majeurs français, conduits en Syrie par leurs parents lorsqu'ils avaient moins de 18 ans, veulent contraindre l'État, par une décision du tribunal administratif, à réexaminer leur situation avec l'espoir d'obtenir un rapatriement. Après une audience fin novembre, le tribunal administratif de Paris devrait rendre sa décision dans une quinzaine de jours, a indiqué lundi leur avocate, Me Marie Dosé.

Youssef Boudouaia, Adem Clain et Amza Benabed, âgés de 22 à 23 ans, avaient entre 11 et 12 ans quand leurs parents les ont emmenés en Syrie, décidés à rejoindre l'organisation État islamique (EI). À la chute du « califat », il y a six ans, ils ont été enfermés dans des camps tenus par les forces kurdes, où ils ont atteint la majorité.

Demandes rejetées

Leurs demandes de rapatriement ont été rejetées en 2024 par le ministère des Affaires étrangères français, qui a invoqué « la situation sur place, particulièrement complexe et dangereuse » rendant « les opérations de rapatriement extrêmement difficiles à mener ». Pour Marie Dosé, il y a urgence pour « *ces jeunes majeurs qui ont été emmenés en Syrie et qui n'ont rien choisi* ».

Youssef Boudouaia, originaire de Strasbourg et emprisonné au camp d'Orkesh dans le nord-est syrien, présente des blessures multiples sur tout le corps et notamment à la tête. « *Il est handicapé* », appuie son avocate qui l'a rencontré en Syrie en février 2024. « *Il fait des crises d'épilepsie tous les jours, c'est un cauchemar pour lui* ».

Adem Clain, le fils de Fabien Clain, l'un des djihadistes ayant revendiqué les attentats du 13 novembre 2015 en France, est lui aussi détenu dans le camp d'Orkesh où son avocate a constaté une grave blessure à la jambe. Concernant Youssef Boudouaia et Adem Clain, le rapporteur public a conclu devant le tribunal administratif que le refus de rapatriement était « *arbitraire* » et s'est prononcé en faveur du réexamen des demandes.

Le troisième requérant, Amza Benabed, a été transféré en Irak, ce que son avocate déplore avoir appris seulement « *lors de l'audience* ». « *La France a décidé de le transférer en Irak pour qu'il soit condamné à mort avec une peine qui sera commuée en peine à perpétuité* », s'indigne l'avocate, qui a rappelé à l'audience que son client est aveugle de l'œil gauche, blessé à l'épaule et à la tête, et « *tombe régulièrement dans les pommes* ».

En septembre dernier, la France avait rapatrié dix enfants et trois femmes. Cette opération était une première depuis juillet 2023.